

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires : Des pistes proposées par le programme "L'Avenir en commun"</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moduler les droits de vote des actionnaires selon la durée d'engagement dans l'entreprise - Moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France - Interdire aux entreprises de distribuer un montant de dividendes supérieur à leur bénéfice - Obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxer les bénéfices là où ils sont réalisés - Interdire aux banques françaises toute activité dans les paradis fiscaux 	

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Imposer les revenus du capital comme ceux du travail - Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches - Augmenter les droits de succession sur les gros patrimoines. - Remplacer l'injuste quotient familial par un crédit d'impôt par enfant. 	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : - Séparer les banques d'affaire et de détail - Contrôler les mouvements de capitaux - Instaurer une taxe réelle sur les transactions financières - Identifier et interdire les produits toxiques et inutiles au financement des flux économiques réels	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Mettre fin aux accords commerciaux qui détruisent les économies locales
- Permettre à chacun de vivre chez soi

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer ni produire plus que ce qu'elle peut supporter
- Développer l'ensemble des énergies renouvelables : 100% d'ici 2050
- Sortir des énergies carbonées (arrêt de toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille)

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

la terre doit servir en priorité à assurer l'alimentation humaine

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Soutenir la création de coopératives de consommation en lien direct avec les producteurs : circuits courts
→ proposition n°10

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : - Soutenir la création de coopératives de consommation en lien direct avec les producteurs; circuits courts - Stopper les projets de fermes usines - Stopper l'étalement urbain qui dévore les terres arables - S'opposer à la marchandisation de la forêt française et développer la filière bois française respectueuse du rythme des forêts et de la biodiversité	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Permettre à chacun de vivre chez soi
- Créer une organisation mondiale des migrations liée à l'ONU
- Éviter aux migrants de devoir fuir leur pays en arrêtant les guerres grâce à une diplomatie adéquate, en mettant fin aux accords commerciaux destabilisants
- Respecter la dignité humaine des migrants
- Construire des camps d'accueils aux normes internationales
- En finir avec le placement 12 en centre de rétention d'enfants
- Faire vivre le droit d'asile

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Refuser l'accord « Visa + adhésion contre migrants » avec la Turquie

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer le respect des règles fondamentales de l'OIT dans les accords commerciaux - Sortir de l'OMC et renforcer le CAUCED (Conf. des Nations Unies pour le com. et le dével.) pour organiser le commerce mondial en fonction de l'intérêt général des peuples - Soutenir l'adoption à l'ONU d'un cadre réglementaire contraignant les multinationales à respecter un socle de normes sociales et environnementales 	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p>	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
---	---

Commentaires :

- Constitutionnaliser la non-marchandisation du corps humain avec la liberté de conscience, le droit à la contraception et l'IVG,
- Imposer l'égalité de conditions entre les hommes et les femmes dans les institutions politiques, administratives, économiques, syndicales et associatives
- Renforcer la loi et les moyens contre les violences faites aux femmes
- Généraliser le Planning familial dans ses missions de formation et d'éducation pour la contraception et le droit à l'avortement
- Refuser de renvoyer d'Etat à Etat ceux qui obligent nos ministres femmes à porter des accoutrements contraires à la dignité républicaine

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : DUFFAU	Date : 27/05/2015
Prénom : Philippe	Signature : 
Département : 68	